

L'Europe et la culture (2/3)

Europe Créative : quel langage pour quelle culture ?

Longtemps l'art et la culture sont restés à la marge de la politique européenne commune. D'une part, la culture n'était pas perçue comme un enjeu de société majeur, d'autre part, nombre d'Etats ne souhaitaient pas que l'Europe empiète sur leurs prérogatives. Désormais, à travers notamment son programme Europe Créative, l'Union dispose d'un large champ d'intervention pour contribuer au dynamisme du secteur créatif. Est-elle en mesure, pour autant, de répondre aux aspirations des artistes ? La question mérite un débat.

En 2010, la Commission publiait un Livre vert qui devait, aux côtés de plusieurs autres études indépendantes, guider l'élaboration de la proposition d'un nouveau programme-cadre de l'Union européenne pour le secteur de la culture et de la créativité. Ce Livre vert s'intitulait **Libérer le potentiel des industries culturelles et créatives**¹.

Invité lors du débat du 12 mai 2014 co-organisé notamment par l'Association professionnelle des métiers de la création-SMart et Culture & Démocratie², le compositeur Jean-Paul Dessy remarquait à propos de ce document que « dans ces vingt-trois pages, qui présentent des choses intéressantes mais dans une novlangue très peu accessible tant l'économie a phagocyté complètement tout le discours culturel, il y a une seule fois, le mot "art" ». Ronald Grätz évoque lui aussi cette novlangue dans son introduction à l'étude de Cornelia Bruell³ sur le sujet : « Le choix du vocabulaire du projet a déclenché en 2011 un débat au niveau européen, des termes comme "compétitivité", "prestation de service", "valeur ajoutée" indiquent qu'ici, non seulement un nouveau programme a été présenté, mais aussi qu'un nouveau concept de culture doit se manifester, évaluant la valeur de la culture à l'aune des mécanismes du marché. »

EUROPE CRÉATIVE : CRITIQUES ET INQUIÉTUDES

Approuvé fin 2013 par le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne, ce nouveau programme, baptisé Europe Créative 2014-2020, remplace et regroupe les programmes Culture, MEDIA et MEDIA Mundus. Son budget s'élèvera à 1,8 milliards d'euros, dont 30 % consacrés au sous-programme Culture, 55 % au sous-programme MEDIA (qui concerne le secteur audiovisuel) et le reste au volet transsectoriel. Alors que les programmes précédents cherchaient essentiellement

1 Livre vert du 27 avril 2010 – « **Libérer le potentiel des industries culturelles et créatives** » [COM (2010) 183 final].

2 Ce débat, intitulé « Je vote culture : des artistes questionnent l'Europe », co-organisé par l'APMC-SMart, Culture & Démocratie, Pour la Solidarité et le Centre régional du Libre Examen, réunissait Jacques Delcuvellerie, Jean-Paul Dessy et Angel Vergara comme représentants de la parole des artistes, et Marie Arena, Isabelle Durant et Xavier Troussard du côté de la représentation politique et institutionnelle. Il était introduit par Carmelo Virone (APMC-SMart) et animé par Michel Gheude. L'enregistrement vidéo est consultable en [ligne](#).

3 Cornelia BRUELL, *Europe créative 2014-2020. Un nouveau programme pour une nouvelle politique culturelle ?*, IFA Culture et politique extérieure (2013).

à promouvoir la mobilité, la diffusion et le dialogue transnationaux, Europe Créative vise désormais aussi le renforcement de la compétitivité des secteurs culturels et créatifs européens afin de favoriser la croissance. Il insiste sur l'expérimentation de « stratégies innovantes de développement des publics ainsi que de nouveaux modèles commerciaux »⁴. En plus d'un budget augmenté (le précédent s'élevait à 1,17 milliard, soit une augmentation de 54%), ce nouveau programme propose notamment une amélioration attendue : un « fonds de garantie » qui servira à faciliter l'accès au financement des petites structures.

Mais ces nouvelles dispositions font aussi l'objet de critiques tant au niveau institutionnel que chez les acteurs culturels. Parmi celles-ci, on trouve le reproche d'un budget trop faible pour la culture (seulement 0,1% du budget global de l'UE)⁵, le manque de soutien à la recherche et à l'innovation⁶, la disparition de la notion de citoyenneté européenne, celle de la dimension sociale ou encore la suppression des subventions de fonctionnement au profit des aides au projet, qui pourrait priver d'accès les structures travaillant sur le long terme⁷.

Des inquiétudes se retrouvent également du côté des artistes, dont un certain nombre ont été formulées au cours du débat du 12 mai. À cette occasion, ces derniers ont d'ailleurs montré une certaine difficulté à se projeter au niveau européen tant les doléances étaient nombreuses au niveau national ou communautaire.

Interrogé sur sa vision de la politique culturelle européenne, le metteur en scène Jacques Delcuvellerie a notamment souligné son étonnement face à l'accent mis sur la rentabilité de la culture : « Dans la culture, il y aura toujours de l'argent, voire même des profits. Mais la création, les arts... c'est tout à fait différent. Je pense surtout aux arts qui sont socialement produits. Le jour où tout va mal, un plasticien peut encore peindre des toiles, dessiner ou réaliser une sculpture chez lui. Mais nous [les gens de théâtre], on ne peut pas se produire sans soutien à la production. Or les arts socialement produits n'ont jamais été rentables. » Certains projets, rappelle-t-il, se construisent sur du très long terme et ne commencent à être « rentables » qu'au bout d'un long processus.

Pour le plasticien Angel Vergara, maintenant que les entreprises se sont approprié le terme de créativité et que celui-ci renvoie à quelque chose qui « rapporte », les artistes restent sur le carreau. Il éprouve le sentiment d'un fossé entre la misère des artistes et les décideurs européens coupés de leur réalité car coincés dans leurs dynamiques budgétaires.

Ce sentiment d'incompréhension entre artistes et sphère politique n'est d'ailleurs pas absent entre les différents niveaux de pouvoir : la députée ECOLO Isabelle Durant, vice-présidente du Parlement européen, et la sénatrice Marie Arena, candidate socialiste aux élections européennes de 2014, ne se rejoignent pas sur la place à réserver aux discussions des politiques européennes au sein des parlements nationaux ou régionaux, et toutes deux refusent toute responsabilité dans les faibles échanges actuels. On peut se demander d'ailleurs si ce manque de dialogue entre les différents niveaux de représentation, en ce qu'il participe de la confusion des citoyens face à l'Europe, n'est pas un élément d'explication parmi d'autres des taux d'abstention importants enregistrés aux élections européennes.

4 Règlement (UE) N° 1295/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013, Art. 12.

5 BRUELL, op. cit., p. 31.

6 Isabelle Durant, in « Je vote Culture : des artistes questionnent l'Europe », op. cit.

7 BRUELL, op. cit., p. 14.

UNE LANGUE D'ALIÉNATION

Sur la question de la politique culturelle européenne, le problème du langage reste le plus récurrent. Jean-Paul Dessy déplore l'aliénation de celui-ci, qui prive les artistes de leurs mots et les oblige à décrire leur travail dans des termes sans aucun lien avec leur imaginaire. Si Xavier Troussard, responsable de l'unité Europe Créative à la DG Culture, reconnaît volontiers cette déviation sémantique, il évoque une « coresponsabilité des artistes et des politiques » qui doivent désormais justifier « la contribution fondamentale de l'art à la résolution des problèmes auxquels sont confrontés les États membres ».

Les responsables politiques et institutionnels mettent volontiers la nécessité d'un discours managérial dans le domaine culturel comme ailleurs sur le compte du contexte de crise, mais pour Luc Boltanski et Ève Chiapello, ce glissement de langage traduit une évolution des modes d'organisation de nombreux secteurs, correspondant au « nouvel esprit du capitalisme » : « Il est dans la logique du capitalisme de [marchandiser] de[s] biens et de[s] services qui échappaient jusque-là au marché », et « ce déplacement des frontières entre le marchandisable et le non marchandisable [...] légitim[e] une marchandisation plus importante des êtres humains⁸. »

C'est ainsi que, au niveau européen, les mots « besoins », « efficacité », « compétitivité », « croissance » sont devenus des termes clés du nouveau programme Culture. Le philosophe et théoricien de l'art Gerald Raunig, interrogé dans le cadre de l'étude de Cornelia Bruell, ne s'en étonne pas : « Ce développement fait partie d'un processus de transfert de la politique culturelle à l'échelon européen, qui [...] a pour but de "dépolitiser" la production culturelle financée par les subventions : foin des vestiges de la production culturelle en tant que divergence, en tant que conflit et en tant que créatrice de publics, par ici les industries créatives en tant que fonction aussi absolue et affirmative que possible de l'économie et des appareils d'État ; ce qui explique par conséquent le mouvement terminologique des programmes politico-culturels passant des éléments émancipateurs et sociocritiques aux questions de l'intégration sociale et des industries créatives. Les machines fumigènes de la créativité – "économie créative", "classe créative", "entrepreneurs culturels" et "industries de la création" – étaient et sont des outils décisifs de propagande dans ce processus⁹. »

L'on pourrait penser que ce changement de langage est anodin, qu'il ne représente qu'une concession superficielle et que les artistes pourront, pour autant qu'ils en cèdent à ces formulations « nouvelles », continuer à créer et à inventer sans que celles-ci impactent leur travail. On aurait tort : la langue nous définit et définit le monde qui nous entoure. Elle se transforme « au gré d'infléchissements continus, multiples, insidieux [et] les conséquences de ces métamorphoses sont tangibles », pour reprendre les termes de Sabine de Ville dans le *Journal 27 de Culture et Démocratie*¹⁰, qui proposait déjà un glossaire critique inspiré par une réflexion sur l'influence des mots dans les champs politique, économique, culturel et social. Jean-Paul Dessy l'a répété lors du débat du 12 mai : « Oser des mots qui ne rencontrent pas le dogme économique qui nous submerge à longueur de journée, c'est aussi un acte politique que l'on doit mener avec force et dignité. On doit avoir le droit de sortir de ce vocabulaire parce qu'il renvoie à d'autres paradigmes de l'être. »

HÉLÈNE HIESSLER

Culture & Démocratie

8 Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard (2011), p. 627-628.

9 Gerald RAUNIG, in BRUELL, op. cit., p. 38.

10 *Journal de Culture & Démocratie*, n° 27 – « Glossaire », décembre 2012.

SOURCES ET RESSOURCES

Luc BOLTANSKI et Ève CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999 (rééd. 2011).

Cornelia BRUELL, *Europe créative 2014-2020. Un nouveau programme pour une nouvelle politique culturelle ?*, Ed. IFA Culture et politique extérieure, Stuttgart, 2013.

COLLECTIF, *Le journal de Culture et Démocratie*, n° 25, juillet 2012. Dossier : « **Politique culturelle européenne : questions, enjeux et débats** ».

COLLECTIF, *Débat Je vote culture : Des artistes questionnent l'Europe*, Bruxelles, 12 mai 2014, Captation vidéo.

Isabelle DURANT, Gesine SCHWAN, *Hymne Pour une Europe insoumise. Les citoyens à la manoeuvre*, Bruxelles, Luc Pire, 2013.

Richard MILLER, *La culture et le peuple d'Europe*, Marcinelle, Éditions du CEP, 2014.

Stefan ZWEIG, *Le monde d'hier. Souvenirs d'un Européen*, 1944, Paris, Le Livre de Poche, 2010.
